

## Séance ordinaire du jeudi 18 juillet 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Relations internationales

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Rémi ASSIE ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Séverine SCUDIER, Patrick VIGNAL

## Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### I - Créations de postes permanents :

#### Filière administrative :

Adjoint administratif : création d'un poste

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de vingt-six postes

Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de vingt-huit postes

Rédacteur : création de deux postes

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de deux postes

Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : création d'un poste

Attaché : création de quatre postes

Attaché principal : la création de deux postes

#### Filière Technique :

Adjoint technique : création de cinq postes

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : création de cent huit postes

Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : création de vingt-neuf postes

Agent de maîtrise : la création de douze postes

Agent de maîtrise principal : la création de dix-sept postes

Technicien : la création de deux postes

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de deux postes dont l'un pourra être pourvu par un agent non titulaire. Ce poste sera affecté à la Direction de l'architecture et de l'immobilier :

- Nature des fonctions : responsable du pôle ERP ;
- Niveau de recrutement : être titulaire des diplômes requis par le statut particulier
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2010-330 du 22 mars 2010 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le suivi des commissions de sécurité et d'accessibilité, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création de quatre postes

Ingénieur : la création de deux postes dont l'un pourra être pourvu par un agent non titulaire. Ce poste sera affecté à la Direction de l'architecture et de l'immobilier :

- Nature des fonctions : Architecte BIM producteur.
- Niveau de recrutement : diplôme d'état en architecture.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de maîtrise d'œuvre de conception en 3D et d'exécution, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

#### Filière animation :

Adjoint d'animation : la création de sept postes

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de trente-sept postes

Adjoint d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création de quatre postes

Animateur: création de quatre postes

Animateur principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de quatre postes

Animateur principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création d'un poste

#### Filière culturelle :

Adjoint du patrimoine principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création d'un poste

Assistant de conservation principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création d'un poste

Attaché principal de conservation du patrimoine : la création d'un poste

#### Filière médico-sociale, sous filière sociale :

Agent spécialisé principal de 1<sup>ère</sup> classe des écoles maternelles : la création de soixante et un postes

Educateur principal de jeunes enfants : la création d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe : la création de trente-quatre postes

Infirmier en soins généraux de classe supérieure : la création de deux postes

Puéricultrice hors classe : la création de deux postes

Cadre de santé de 1ère classe : la création d'un poste

Cadre supérieur de santé : la création d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière médico-technique :

Biologiste, vétérinaire et pharmacien hors classe : la création d'un poste

Filière police municipale :

Brigadier-chef principal : la création de cinq postes

Filière sportive :

Educateur principal des activités physiques et sportives de 1ère classe : la création d'un poste

Conseiller principal des activités physiques et sportives : la création d'un poste

**II - Suppressions de postes permanents conformément à l'avis du Comité Technique du 3 juillet 2019 :**

Filière administrative :

Adjoint administratif : suppression de vingt-huit postes

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe: suppression de trente et un postes

Rédacteur : suppression de trois postes

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : suppression d'un poste

Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : suppression d'un poste

Attaché : suppression de deux postes

Filière Technique :

Adjoint technique : la suppression de cent dix postes

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de trente-six postes

Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de trois postes

Agent de maîtrise : la suppression de dix-sept postes

Agent de maîtrise principal : la suppression d'un poste

Technicien : la suppression de trois postes

Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de quatre postes

Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression d'un poste

Ingénieur principal : la suppression d'un poste

Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de trente-huit postes

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de six postes

Animateur: la suppression de quatre postes

Animateur principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de deux postes

Filière culturelle :

Adjoint du patrimoine principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste

Assistant de conservation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste

Attaché de conservation du patrimoine : la suppression d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2<sup>ème</sup> classe des écoles maternelles : la suppression de soixante-deux postes

Educateur de jeunes enfants : la suppression d'un poste

Educateur de jeunes enfants de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de trente-quatre postes

Puéricultrice de classe normale : la suppression d'un poste

Puéricultrice de classe supérieure : la suppression de deux postes

Cadre de santé de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste

Cadre de santé de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière médico-technique :

Biologiste, vétérinaire et pharmacien de classe normale : la suppression d'un poste

Filière police municipale :

Gardien-brigadier : la suppression de deux postes

Brigadier : la suppression de trois postes

Filière sportive :

Educateur principal des activités physiques et sportives de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste

Conseiller des activités physiques et sportives : la suppression d'un poste

**III - Créations de postes d'apprentis :**

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

Ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La collectivité souhaite renouveler cette expérience, en accueillant :

- Un apprenti de Master 2 ingénierie écologique et gestion de la biodiversité pour une durée de un an au sein de la Direction du Lunaret ;
- Un apprenti de BAC professionnel technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques pour une durée de deux ans au sein de la Direction de l'énergie, des moyens généraux et des bâtiments.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité.

Le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par les directions concernées.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation proposée par le CNFPT.

Il est à noter que le texte en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permet de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

**En conséquence, et conformément à l'avis du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser les recours à deux contrats d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2019-2020 dans les conditions exposées ;
- d'inscrire les dépenses au budget de personnel (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 920, ligne 868 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif, et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation des apprentis.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 juillet 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 juillet 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20190718-92793-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 29/07/19  
Réception en Préfecture : 29/07/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.